

L'industrie des pesticides veut témoigner devant les députés à Québec

Zone Environnement - ICI.Radio-Canada.ca

L'industrie des pesticides est bien représentée parmi les 80 mémoires et demandes d'audition adressés à la commission parlementaire sur les pesticides qui reprendra ses travaux en septembre à Québec. La liste des intervenants, obtenue par Radio-Canada, démontre que les enjeux de santé publique risquent de retenir l'attention.

« Monsanto est plus puissante que le gouvernement du Québec », avait affirmé [un ancien ministre de l'Agriculture](#). La multinationale Bayer, qui en est propriétaire, est toutefois prête à répondre aux questions des parlementaires de l'Assemblée nationale québécoise.

L'entreprise qui commercialise [le controversé Roundup](#), et son ingrédient actif le glyphosate, a fait parvenir un mémoire à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN), qui a lancé la consultation. Bayer demande aussi d'être auditionnée.

Parmi les mémoires accompagnés d'une demande de témoignage, on retrouve l'autre géant mondial des pesticides, Syngenta.

La CAPERN s'est donné le mandat d'étudier « les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement [ainsi que] les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois ».

Le principal fournisseur québécois de pesticides, la Coop fédérée, a elle aussi remis un mémoire et demandé une audition « pour contribuer à cet important débat », écrit dans un courriel la directrice des communications, Marie-Hélène Cliche.

« La Coop fédérée est à la fois sensible à ces préoccupations, à celle de la population et à celles de ses membres, dont la mission est de fournir des aliments locaux et de qualité qui nourrissent les Québécois et le reste de la planète », écrit la porte-parole.

Le lobby canadien de l'industrie, CropLife, souhaite à son tour participer, de même qu'une demi-douzaine d'autres représentants du secteur, comme les marchands de semences (dont les fameuses semences enrobées de [néonicotinoïdes](#), pesticides « tueurs d'abeilles ») ou des compagnies qui pulvérisent des insecticides dans les municipalités.

Louis Robert veut témoigner



Louis Robert avait été congédié du ministère de l'Agriculture pour avoir dénoncé dans les médias l'influence des lobbys de l'industrie des pesticides. Il pourra réintégrer son emploi le 6 août 2019.

Photo : Radio-Canada / La semaine verte

L'agronome Louis Robert, qui vient tout juste de réintégrer ses fonctions au ministère de l'Agriculture, a fait parvenir un mémoire à la Commission et souhaite être reçu en audition. Selon nos informations, le gouvernement ne s'y opposera pas.

Les travaux de la CAPERN couvriront la question de l'indépendance des [agronomes](#) et celle de l'indépendance de [la recherche en agriculture](#).

Rappelons que la consultation est issue de la controverse entourant [le congédiement du fonctionnaire](#) par le ministère de l'Agriculture. Louis Robert avait alerté les médias sur les conflits d'intérêts dans le domaine de la recherche appliquée et l'influence des lobbys propesticides.

La santé publique, enjeu marquant des mémoires reçus

Il devrait être largement question de santé publique dans le cadre des travaux de la Commission, si l'on en croit le nombre d'intervenants qui souhaitent aborder ce thème.

Au moins trois producteurs agricoles atteints de la maladie de Parkinson ont produit des mémoires et souhaitent se faire entendre, de même que l'association Parkinson Québec.

« Grâce à mon mémoire, je veux démontrer le degré de causalité très important entre l'exposition aux pesticides et la maladie », explique Romain Rigal, coordonnateur de Parkinson Québec.

Autisme Montréal fait également partie des organismes de la liste, tout comme plusieurs médecins et des chercheurs de l'École de santé publique de l'Université de Montréal (UdeM).

Il y a plusieurs experts qui, comme moi, se spécialisent dans l'évaluation de la toxicité des pesticides. En contribuant à la [consultation] en envoyant les résultats de mes travaux, j'espère grandement que ça encouragera la Commission à utiliser l'expertise qu'on a au Québec.

On retrouve aussi dans la liste des auteurs de mémoires qui demandent à témoigner :

- L'Institut national de santé publique
- Les directions régionales de santé publique de Chaudière-Appalaches, des Laurentides et de la Montérégie
- La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail
- L'Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal

Les chercheurs, nombreux à vouloir se faire entendre

Près d'une dizaine de chercheurs du milieu universitaire et autant du domaine de la recherche appliquée ont produit des mémoires et souhaitent se présenter devant les parlementaires.

Le Centre de recherche sur les grains (CÉROM) figure dans la liste. [Le CÉROM était au cœur de la crise](#) de l'indépendance de la recherche mise au jour par Louis Robert.

On retrouve aussi plusieurs représentants de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA), dont [un rapport sur les pesticides avait été tabletté](#) par le ministère de l'Agriculture.

Les agriculteurs en force

Parmi tous les mémoires remis à la Commission, le contingent d'auteurs le plus important vient du secteur agroalimentaire.

L'Union des producteurs agricoles (UPA) est présente avec ses syndicats affiliés qui réclament chacun de se faire entendre :

- Les Producteurs de grains du Québec

- Les Producteurs de pommes du Québec
- Les apiculteurs du Québec
- L'Association des producteurs maraîchers du Québec

En février, l'UPA avait réclamé [un plan vert](#) pour que le gouvernement investisse massivement dans la recherche de solutions de remplacement aux pesticides.

Plusieurs producteurs biologiques souhaitent se faire entendre par la Commission, de même que des agronomes qui proposent des solutions de rechange, comme [Luc Brodeur](#) et le Consortium PRISME, à l'origine de l'utilisation des [mouches roses stériles](#) dans les champs d'oignons.

Les écologistes au rendez-vous

Enfin, les groupes environnementaux sont bien représentés parmi les auteurs de mémoires qui souhaitent être reçus en audition par la CAPERN.

On retrouve des organismes bien connus du public, comme Équiterre, la Fondation David Suzuki, le Centre québécois du droit de l'environnement ou le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec.

Les pesticides sont aujourd'hui surutilisés sans réel besoin, et l'agriculture industrielle est devant une impasse; mentionnons seulement l'effondrement de la biodiversité et la hausse de toute une série de maladies, dont les liens avec les pesticides se confirment de plus en plus.

Deux municipalités, Laval et Rouyn-Noranda, ont également produit des mémoires.

Les membres de la CAPERN devraient sélectionner 40 intervenants pour les audiences publiques qui sont censées se dérouler durant le mois de septembre.

Les députés (dont une majorité de caquistes) effectueront par ailleurs une tournée de fermes à la fin de l'été.

La Commission devrait remettre son rapport à la fin de 2019, ou au plus tard au début de 2020.